

Introduction générale

« L'imagination était au pouvoir » titre un reportage du *Nouvel Observateur* en mai 1969¹. À Paris? En Mai 68? Pas du tout. La journaliste, Hélène Châtelain, nous entraîne à Louviers, petite ville de l'ouest de la France, en Normandie, où s'est déroulée depuis 1965 une « aventure » qui l'enthousiasme, et d'abord qui étonne : celle d'une municipalité qui, sous l'impulsion d'un maire inattendu, médecin, sans attache politique, a bouleversé la gestion de sa ville en donnant « à tous l'habitude d'inventer ». Le reportage est publié au printemps 1969. Le général de Gaulle, désavoué par le non au référendum sur la création des régions et la rénovation du Sénat, vient de démissionner, ouvrant la voie à une recomposition du gaullisme. Mais c'est un autre arrière-plan que le reportage suggère en se plaçant sous l'exergue de l'imagination au pouvoir : celui des attentes d'un changement tout à la fois dans les modes de vie, l'enseignement, les pouvoirs, auxquelles le mouvement de 68 a donné l'espoir d'une réalisation. Le lecteur est cependant pris à contre-pied. Le reportage présente d'abord l'histoire d'une élection : celle du docteur Martin en 1965, sur une liste d'Union des gauches, dans cette ville industrielle qui fut le fief de Pierre Mendès France. Puis il fait partager au lecteur la « simplicité aveuglante » des principes à partir desquels le maire « va bâtir sa gestion municipale » : « Le bien le plus précieux d'une collectivité, sa force vive, est sa puissance d'imagination et son pouvoir créateur. » La journaliste fait ainsi pénétrer dans un monde original par ses réalisations et le sens qui leur est donné. Des commissions extra-municipales ouvertes à la population, un atelier d'urbanisme pour mener des études s'opposant aux choix arbitraires de l'État, des ateliers de peinture-expression libre pour « faire craquer les cadres de la pédagogie qui hiérarchise, enferme et rend muet », la transformation du musée pour faire de la culture un service public gratuit, contre la société de consommation, l'instauration d'un service de transports publics, la journée continue des services municipaux pour améliorer la vie quotidienne : le reportage souligne la dimension hors normes de la gestion municipale. Mais pas seulement. L'évocation de Mai 68 à Louviers avive le tableau : le maire ceint de

1. CHÂTELAIN Hélène, « Reportage. L'aventure du docteur Martin », *Le Nouvel Observateur*, n° 234, 05-05-1969, p. 20-23.

son écharpe « descend se mettre à la tête du cortège qui se forme » et qui fait le tour des usines, puis organise l'aide de la municipalité aux grévistes. Si le reportage met en évidence l'intérêt de l'expérience, il se clôt cependant par la description de sa défaite : après le refus des conseillers municipaux communistes de soutenir le maire et après la dissolution du conseil municipal par le préfet, le docteur Martin perd l'élection partielle de mars 1969. C'est donc un échec de l'imagination au pouvoir que l'article relate : « À Louviers, l'imagination était au pouvoir. Voici comment elle en fut chassée. »

Ce reportage suscite des sentiments contradictoires. D'abord il intrigue par le côté inclassable de l'expérience et plus encore du héros de l'histoire. Par sa photo à la première page du reportage, en pied, costume foncé et chemise blanche, cravaté, oreilles dégagées, il a l'allure possible d'un notable, plutôt que d'un gauchiste. Mais l'assurance de son propos, qui donne une leçon de révolution à la gauche, détonne : « La bataille culturelle est à l'heure actuelle en France, dans une société dite des loisirs et de consommation, la bataille politique peut-être la plus fondamentale à mener par une gauche qui serait cohérente avec ses options révolutionnaires fondamentales. » Le conditionnel qui brise la certitude de l'avenir sonne au diapason du récit d'une « aventure » qui se termine.

Le reportage prend aujourd'hui le sens d'une métaphore : un horizon s'efface, celui de l'imagination au pouvoir, de l'invocation d'une révolution aux contours multiples, tout autant culturelle que politique dont Mai 68 a été l'expression emblématique. La métaphore séduit par sa prémonition : ce lent effacement sera celui de la décennie suivante. La certitude d'un présent bouillonnant du lendemain déjà là fait place à une attente : dans les grèves ouvrières et les luttes du début des années 1970, sont guettés les signes d'un nouveau Mai 68 ; les appels à un grand mouvement social qui accompagnerait une victoire de la gauche se multiplient, dans des associations, à la Confédération française démocratique du travail (CFDT). La référence à l'autogestion, par sa plasticité, est un élément fort de cette redéfinition d'espérances : elle offre à de nombreuses organisations le vecteur de leur transition vers de nouveaux repères. La célébration de l'« autrement », dont les militants écologistes font la source inépuisable de « révolutions minuscules² », à portée de main, couronne cette mutation des horizons, avant que la victoire électorale de la gauche vienne instaurer la réponse institutionnelle. On peut donc voir aujourd'hui dans ce reportage de 1969 l'image de la bascule d'un monde. Louviers devient alors le prisme d'une histoire en cours, qui interroge ce qui distingue ou relie les espoirs, les phares mobilisateurs et les désillusions de l'avant et de l'après 68, invite à repérer les traits singuliers d'une expérimentation dans son temps, à repenser la généalogie de formes de démocratie qui incluent la participation des citoyens.

2. *Les révolutions minuscules*, Autrement, n° 29, 1981.

Mais la métaphore de la bascule d'un monde interpelle aussi. Par sa date et par sa possible généralisation. La sentence du *Nouvel Observateur*, en reprenant une formule phare de Mai 68, invite à discuter la période à laquelle elle s'applique et la façon dont cette imagination s'exprime. Car l'imagination au pouvoir décrite dans l'article commence en 1965, en une sorte d'anticipation de ce qui est habituellement concentré sur le seul mouvement de mai. Par ailleurs, les formes de la contestation mises en œuvre pour reconquérir la municipalité témoignent d'une influence culturelle et politique des modes d'expression caractéristiques de Mai 68 qui perdure. Par ces décalages, l'histoire de Louviers dans les années 1960-1970 invite donc à préciser la construction et la transformation des horizons qui donnent sens aux mobilisations et à leurs reflux.

Car « l'aventure du docteur Martin » ne s'achève pas en 1969, même s'il ne sera plus maire. Elle rebondit avec la création, dans la foulée de l'échec électoral, d'un « comité d'action de gauche » qui rassemble une part des anciens élus, de leurs soutiens au sein de la municipalité déchue et un nombre important de personnes qui entendent poursuivre la mobilisation engagée en 68. Ce groupe informel, mixte improbable de gauchisme libertaire, de tradition mendésiste et de socialisme autogestionnaire, mais tenant à l'écart les partis politiques, instaure un rapport de forces. Il le construit grâce à son activisme, à sa capacité à inscrire ses réalisations dans la continuité de la municipalité défaite en 1969, à son habileté à élaborer des mots d'ordre qui, tout en empruntant à un répertoire national, résonnent avec la situation locale. Il conquiert ainsi peu à peu la majorité électorale entre 1971 et 1976 puis remporte tous les sièges en 1977. À la phase de construction d'un horizon d'attente promettant de « rendre le pouvoir aux citoyens », de les faire « redeven[ir] propriétaires de [leur] ville », et de réaliser le triptyque « Information Participation Contrôle », succèdent l'épreuve de la gestion, les désillusions de la participation des habitants aux commissions et l'exacerbation des contradictions. L'élection municipale de 1983 se solde par un échec.

Ces événements ont, à l'époque, attiré les regards, comme en témoignent les nombreux articles de quotidiens et hebdomadaires locaux, mais aussi du *Monde* ou de *Libération* et de magazines, tel *Le Nouvel Observateur*. Ces regards sur une expérimentation atypique mettent à l'épreuve les dénominations politiques qui peuvent lui être appliquées et leurs enjeux : démocratie directe ? Autogestion ? Démocratie communale ? Communisme municipal ? La diversité d'interprétations et de références possibles, tant au niveau local que national, est d'abord révélatrice des différences de thèmes mobilisateurs sur la décennie. Elle montre le jeu qu'introduit le Comité d'action de gauche dans les affrontements électoraux et la possibilité de distendre localement les emprises. Elle rappelle aussi plus généralement qu'il est difficile de rendre compte de la singularité d'une politique sans recourir aux expressions, aux cadres d'intelligibilité qui peuvent donner à une expérience

locale une audience nationale. « Les taxinomies ne fonctionnent pas seulement comme des normes, mais aussi et d'abord comme un ensemble de ressources par rapport auxquelles, avec lesquelles, les acteurs doivent négocier, et qui leur servent aussi de points d'appui pour s'orienter et pour se déplacer à l'intérieur du monde social³ » rappelle Jacques Revel. Enfin, cette diversité de qualifications appliquées à l'expérimentation de Louviers est significative de ce moment d'indétermination du début des années 1970 où le Parti socialiste (PS) nouvellement créé construit son audience en reprenant des thèmes de 68 et en faisant une alliance tactique avec le Parti communiste français (PCF) au sein du programme commun de la gauche.

Les interprétations contemporaines de l'histoire de Louviers montrent aussi comment se construit au milieu des années 1970, un nouvel imaginaire, qui vient relayer celui auquel Mai 68 a donné toute sa force expressive et mobilisatrice : celui d'une « autogestion » dont la municipalité inventerait la mise en œuvre politique. Cette histoire inspire ainsi un de ces récits édifiants qui étaient composés et publiés dans les années 1970 pour soutenir l'action militante et politique. *Louviers : sur la route de l'autogestion*⁴ ? rédigé par un responsable du Parti socialiste unifié (PSU), devient un exemple, certes nuancé pour être crédible, du socialisme autogestionnaire dont ce parti a fait son programme. Il veut apporter une preuve concrète qu'il est possible d'inventer un exercice des pouvoirs où les gens seraient acteurs. Ce livre est vite devenu la source d'un mythe donnant à la municipalité de Louviers la figure de l'autogestion, expérimentée dès le milieu des années 1960 et réalisée dans la deuxième moitié des années 1970. Il aurait pu disparaître, enfoui dans les débris de l'horizon autogestionnaire, mais l'aura a resurgi dans les années 2000, à l'occasion de la célébration d'anniversaires d'organisations nées dans les années 1960 telles que le PSU et l'Association pour la démocratie et l'éducation sociale (Adels). Louviers est alors donné comme l'exemple le plus développé des réalisations locales inspirées par l'autogestion. C'est ce resurgissement, par les questions qu'il suscite, qui est à l'origine de ce livre, de l'enquête que j'ai menée.

La démarche qui me conduit à Louviers se greffe sur mon histoire personnelle. J'atteins en 1968, l'âge qui n'était pas encore celui de la majorité électorale. Ce fut pour moi l'âge de l'engagement à l'extrême gauche, de l'abandon de mes études de lettres, le choix du travail en usine puis de l'enseignement à des jeunes destinés à y travailler, avant d'entreprendre de nouvelles études, en science politique. À l'époque où l'horizon révolutionnaire s'est effacé, je suis amenée à étudier des formes de pouvoir expérimentées par le mouvement ouvrier et les révolutions sociales du XIX^e siècle. L'exploration de l'histoire de la démocratie directe, du conseil-

3. REVEL Jacques, « L'institution et le social », in Bernard LEPETIT (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », 1995, p. 78.

4. WARGNY Christophe, *Louviers : sur la route de l'autogestion ?*, Paris, Syros, coll. « Points chauds », 1976.

lisme, du syndicalisme révolutionnaire, de l'autogestion vise alors à ouvrir de nouveaux horizons, à substituer à l'improbable et peu attractive « dictature du prolétariat » les formes d'un pouvoir qui ferait de la politique « l'affaire des travailleurs eux-mêmes ». Mais ce livre et l'enquête qu'il relate sont d'abord modelés par mes recherches sur l'histoire politique des années 1970. La démarche suivie ici vise à faire l'histoire des projets politiques qui se sont construits dans les années 1970, des espoirs dont ils sont porteurs, de la façon dont ils inscrivent un horizon d'attente dans le présent.

Le choix de Louviers comme figure de cette histoire tient d'abord à la relecture du livre *Louviers : sur la route de l'autogestion?* qui, au milieu des années 1970, a donné à l'expérimentation menée dans cette ville une audience et une signification nationales comme concrétisation d'un projet politique autogestionnaire. Ce choix est favorisé par le caractère détaillé des observations et analyses contenues dans le livre, ainsi que par la taille de la commune, nettement supérieure à celle des autres qu'étudie l'auteur⁵, et par la relative proximité de Paris, qui facilite mon enquête. La relecture du livre est elle-même une motivation à l'investigation. Par son auteur, Christophe Wargny, dirigeant du PSU⁶, et par son éditeur, Syros, il donne en effet à penser que le PSU est l'acteur principal. D'autre part, bien que le titre s'achève sur un point d'interrogation, le récit est affirmatif, vise à convaincre que oui, il s'agit bien d'une expérience autogestionnaire. Ce sont ces deux présupposés que mon enquête va bousculer.

Qu'est-ce qui s'est réellement passé à Louviers dans la première moitié des années 1970? À quoi ressemblait cette autogestion dont parle Christophe Wargny? Quelles difficultés, quels conflits la mise en œuvre de ce projet politique a-t-elle affrontés? Telle est la question avec laquelle je me rends à Louviers. Je pense alors pouvoir m'appuyer sur deux sources : des archives et des entretiens avec des acteurs de l'expérience. La rupture avec cette logique initiale va se faire en deux temps. D'abord l'illusion de l'existence d'archives s'effondre dès ma première visite aux archives municipales : il n'y a pas d'archives autres que les procès-verbaux des réunions du conseil municipal, source précieuse mais insuffisante au regard de mon objectif. Ce coup dur modifie ma démarche en faisant de la quête d'archives, donc de la constitution de documents en archives, une partie intégrante de la recherche. D'autre part, les premiers entretiens révèlent une réalité que je n'avais pas soupçonnée : l'ampleur des blessures, des plaies à vif qui demeurent et des conflits qui y fermentent. Alors que je croyais enquêter sur une histoire refroidie, je réveille un passé encore brûlant. Ou pour le dire autrement : j'étais partie analyser une conception politique mise en actes avec son lot d'illusions et de conflits. Et j'ai trouvé des hommes. Ce double constat est à l'origine

5. WARGNY Christophe, *Mairies frappées d'autogestion*, Paris, Syros, coll. « Points chauds », 1977.

Louviers compte 18 000 habitants en 1975. Les autres, sauf exception, moins de 5 000.

6. L'appartenance et la responsabilité politiques de l'auteur ne sont cependant pas indiquées.

de la réorientation de la démarche. Elle associe à la recherche historique une attention anthropologique : elle vise à repérer ce qui, dans les propos tenus, relève d'une culture différente de celle d'aujourd'hui, à comprendre de quels espoirs ces élus et militants ont vécu et ce qu'ils peuvent apporter à notre interprétation des luttes politiques de la fin du xx^e siècle.

L'enquête à Louviers fait ainsi surgir une diversité d'éclairages possibles et oriente un choix. Pour caractériser les projets politiques de Louviers et les attentes dont ils sont porteurs, une première possibilité consistait à en faire un exemple d'une « autre politique » dont j'ai analysé les références historiques et les impasses propres aux années 1970 dans un livre précédent⁷ Mais elle est ici en partie inadaptée. Cette expression floue qui est aujourd'hui employée par toutes sortes d'acteurs politiques, permet en effet à la fin des années 1970 de dire un éloignement et un refus. Elle acte l'éloignement d'un horizon révolutionnaire, en récuse la possibilité et les conditions, lui substitue celui des alternatives, des « autrement ». La formule exprime aussi le refus de façons de faire de la politique, non désignées explicitement, qui recouvrent en particulier celles fondées sur la représentation, dont la critique, très ancienne, s'est amplifiée dans les années 1970. Cet éclairage offre toutefois un point de vue trop peu ajusté pour préciser ce que les projets politiques de Louviers apportent à la compréhension d'une époque et des espoirs qu'elle poursuit. En effet, si la recherche de formes de démocratie communale destinées à « rendre le pouvoir aux citoyens » est au cœur de l'expérimentation, la formule « faire de la politique autrement » n'appartient pas au registre militant de Louviers et le changement politique auquel œuvrent les élus et leurs soutiens ne se réclame pas d'une théorie révolutionnaire. Un deuxième éclairage consisterait à appréhender l'évolution des forces politiques locales, les choix d'alliances et les résultats électoraux : cette démarche, qui met davantage l'accent sur les conditions de la mise en œuvre des ambitions du comité d'action local que sur les formes qu'elles prennent et leurs présupposés, n'est pas l'approche qui a été retenue ici. De même, la reconstitution des histoires individuelles et des trajectoires sociales des militants, celle des mémoires qu'ils en transmettent, entraperçues dans les entretiens, restent à explorer.

Ce livre est centré sur l'interprétation du projet politique expérimenté à Louviers dans les années 1960-1970 dont l'explicitation par les contemporains est révélatrice d'un imaginaire, de ses transformations, et de ses prolongements jusqu'à aujourd'hui. Ce projet politique est ici considéré comme une expérimentation. Non au sens de l'application d'une théorie dont on ferait varier les conditions mais au sens d'une mise à l'épreuve pragmatique de volontés transformatrices de la place des citoyens dans la vie politique de la commune, tout autant constructrices de nouveaux cadres d'action, de pensée

7. HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2005.

et de vie que désagrégatives de l'existant. Situer ce projet dans son temps⁸, c'est d'abord tenter de le restituer dans sa complexité, dans sa durée, dans le rapport au passé et au devenir, dans le monde de représentations, qui le rend alors possible et pensable. L'enquête à Louviers, dans la lignée des analyses de Bernard Lepetit⁹ sur « le présent de l'histoire », montre comment un présent est travaillé par des références au passé et des projections sur l'avenir, dont sont porteurs ses militants et ses interprètes. Il est ainsi possible, par la mise au jour de ce va-et-vient, de comprendre comment s'est construit et transmis le mythe de Louviers ville autogestionnaire. Inscrite dans une dizaine d'années qui anticipent et débordent Mai 68 en plusieurs rebonds, l'expérimentation questionne aussi les césures que la distinction des années 1960 et 1970 suppose et que l'analyse des événements de 68 a souvent pour effet d'accentuer. Elle révèle les imbrications et les continuités souterraines explorées par Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel¹⁰.

L'interprétation du projet politique de Louviers conduit aussi à interroger, en s'appuyant sur les analyses de Reinhart Koselleck¹¹, la façon dont « l'horizon d'attente » de Louviers compose « l'espace d'expérience » de nouvelles mobilisations : celles qui expérimentent des formes de participation, des citoyens aux habitants, et aboutissent à des ébauches d'institutionnalisation ; celles qui, des mouvements d'indignation à l'occupation de places du début du XXI^e siècle, mettent à l'épreuve des pratiques de démocratie fondées sur le débat, le contrôle des dirigeants, la transformation des modes de vie, évocations lointaines des expérimentations de Louviers. Ma démarche s'inscrit ainsi dans l'ensemble des recherches historiques, sociologiques, politiques, qui ont pour centre d'intérêt les résistances, les France rebelles¹², l'insubordination¹³, les prises de parole¹⁴, que ce soit dans le cours quotidien du travail, de la vie de quartier¹⁵, dans la mise en œuvre de la démocratie¹⁶, ou les revendications de légitimités¹⁷.

8. ROSANVALLON Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003.

9. LEPETIT Bernard, « Le présent de l'histoire », in Bernard LEPETIT (dir.), *op. cit.*, p. 273-298.

10. ARTIÈRES Philippe et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008.

11. KOSSELCK Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990 (édition allemande, 1979).

12. SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2010.

13. VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

14. ANSELME Michel, *Du bruit à la parole. La scène politique des cités*, préface de Michel Samson, La Tour-d'Aiguës, Éditions de l'Aube, coll. « Le monde en cours », 2000.

15. BÉROUD Sophie, GOBILLE Boris, HAJJAT Abdellali et ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires (1968-2010)*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2011.

16. BACQUÉ Marie-Hélène et SINTOMER Yves, *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2011.

17. HATZFELD Hélène, *Les légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire ?*, Paris, L'Harmattan, Adels, coll. « Questions contemporaines », 2011.

Cette interprétation du projet politique de Louviers se fonde sur des archives qu'il a été possible de collecter dans le cadre de l'enquête et déposées aux archives municipales par deux acteurs directs : journaux, brochures, comptes rendus de réunions, brouillons de discours et d'articles, affiches, tracts, photos. La lecture de la presse locale, notamment l'hebdomadaire *La Dépêche*, a été très précieuse pour compléter ce fonds, en particulier pour analyser la communication publique de l'action municipale dans son interaction avec l'action militante. L'un des deux fonds d'archives et les articles de *La Dépêche* présentent en effet la particularité de provenir de la même personne : chargée de l'information parmi d'autres responsabilités municipales, elle était aussi journaliste à *La Dépêche*. Enfin, les entretiens que j'ai réalisés auprès des acteurs contribuent fortement à la contextualisation de l'expérimentation par l'injonction de mémoire sur laquelle ils reposent. Ces entretiens donnent à entendre la mémoire d'un temps autre, étrange pour les locuteurs aussi. Le sentiment d'un écart temporel tel que le témoignage livré ne peut être que lacunaire et déformé est affirmé d'emblée et souvent répété par plusieurs interviewés. L'analyse des points communs, silences et effacements mais aussi des retours critiques est donc précieuse à la fois pour constituer des chaînes d'événements et d'interprétations et pour repérer les ondes qui se sont enflées ou résorbées, les points durs du mythe qui en se transformant ont franchi les années. La douzaine d'entretiens recueillis est à l'origine de la modification du questionnement porté sur l'expérimentation, parce qu'ils sont l'expression de vies, de passions, de souffrances qu'ils ont réveillées. À la préoccupation initiale – comment se passait l'autogestion à Louviers? Avec quels conflits? – s'est ainsi entrelacée l'exigence de chercher les traces d'un laboratoire où plusieurs dizaines d'hommes et de femmes ont mis à l'épreuve leur idéal d'émancipation. On retrouve dans ces entretiens la distinction proposée par Didier Fassin¹⁸ : si la plupart portent sur des faits passés qu'ils s'efforcent de restituer et de réinterpréter, d'autres laissent jaillir un vécu déchiré, irrémédiablement gangrené, dans leur expression même ou dans leur refus. Ces manques sont des traces fortes des événements étudiés par le message en creux qu'ils portent. C'est ainsi un ancien militant dans un état dépressif qui demande à repousser l'entretien à un moment où il en aurait le courage, situation que d'autres interlocuteurs considèrent comme irrémédiable et attribuent au trop grand décalage entre son ancien mode de vie en communauté libertaire et sa vie actuelle. C'est ainsi un ancien conseiller municipal qui annonce son refus de parler au moment de l'entretien, en déclarant que cette décision a été prise en commun avec d'autres, signe probable de la division provoquée par les trajectoires ultérieures des militants. Enfin, si les documents recueillis, nombreux et divers, renseignent sur les actions, décisions, débats

18. FASSIN Didier, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Éd. de l'EHESS, Gallimard, Seuil, coll. « Hautes Études », 2010, p. 257-284.

internes ou publics du milieu des années 1970, la période antérieure à 1969 est lacunaire. En outre, tous les documents existants, détenus par les anciens militants, n'ont pu être retrouvés, déposés aux archives ou même consultés. Malgré l'aide précieuse apportée par la responsable des archives municipales, le refus de certains anciens militants d'y déposer leurs documents est en partie l'expression paradoxale d'une histoire qui reste vivante par les conflits et les passions qu'elle a déchaînés : ne pas confier ses documents à l'institution municipale, c'est, pour ces anciens militants, éviter de renouveler la hantise d'une destruction par hostilité ou désintérêt, c'est se donner l'illusion d'en garder la maîtrise. Enfin, si j'ai pu consulter aux archives nationales les dossiers sur les enquêtes des Renseignements généraux, ainsi que des notes et enquêtes sur divers organismes ou traitant des affaires « politiques », sur la période de ma recherche, seul le dossier de contentieux électoral a apporté des informations sur Louviers. Par ailleurs, la consultation des documents préfectoraux déposés aux archives départementales de l'Eure, concernant tant la police générale que des monographies sur la situation politique du département ou des dossiers personnels, n'a pas donné de précisions sur le maintien de l'ordre à Louviers, notamment en 1968 et sur la surveillance des activités et des militants du Comité d'action de gauche.

Dans une première partie, je vais présenter les trois temps de cette histoire : l'expérimentation d'une large ouverture de l'institution municipale à la population de 1965 à 1969, la période d'opposition et de reconquête de la majorité municipale jusqu'en 1976, et enfin la municipalité dirigée par la Liste d'action de gauche jusqu'en 1983. Il sera ainsi possible, dans une deuxième partie, de dégager les caractéristiques des différentes figures du projet politique, la transformation des horizons d'attente et de montrer comment elles interrogent la partition entre un avant et un après « l'imagination au pouvoir ». Enfin, dans les deux dernières parties, je montrerai comment les expérimentations de Louviers travaillent un imaginaire : celui d'une ville autogestionnaire dont le mythe est resté vivace ; celui d'une démocratie organisant la participation des citoyens ; celui d'une émancipation politique fondée sur une attention au proche, sur une élaboration partagée de ce qui compte.

C'est ainsi à la fois comme un moment d'histoire, comme un lieu de mémoire, témoins des basculements de la fin du xx^e siècle et comme un questionnement dont nous héritons, que l'expérimentation de Louviers dans les années 1960-1970 prend sens.